



Le journaliste afghan Elyaas Ehsas enfin reconnu « réfugié » en France !

Le combat continue pour les autres journalistes en Afghanistan

« J'ai reçu hier une réponse positive de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Je suis officiellement réfugié en France. Je ressens une joie immense, et, après tout ce temps d'attente et d'inquiétude, un incroyable sentiment de tranquillité. Le cauchemar est terminé, et c'est à vous, amis, collègues, soutiens, que je dois ça. »

Sept ans après avoir dû fuir son pays, le journaliste afghan Elyaas Ehsas a **enfin obtenu ce 1^{er} février l'asile en France** et peut désormais envisager d'y reconstruire sa vie. En 2015, le jeune journaliste, membre de l'ethnie Hazara, honnie par les talibans, est menacé de mort pour ses reportages et notamment pour avoir qualifié les talibans de « terroristes ». Les appels téléphoniques des islamistes étant de plus en plus inquiétants, il quitte alors Kaboul pour l'Europe, traversant, souvent à pied, le Pakistan, l'Iran, la Turquie, la Grèce, pour arriver en Suède au bout de deux mois.

Elyaas Ehsas a finalement gagné la France en 2020. Mais, en raison des accords de Dublin, l'Hexagone a refusé de lui accorder asile, puisqu'il avait déjà formulé une première demande en Suède, qui lui avait cependant été refusée. S'ensuit alors un bras de fer avec la préfecture de police et le ministère de l'Intérieur. Se sentant menacé, le journaliste est contraint de se cacher. Il redoutait que la France l'expulse vers la Suède, d'où il aurait été renvoyé vers l'Afghanistan, le conduisant vers une mort certaine.

Durant des mois, le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes, la Fédération internationale des journalistes et l'avocat d'Elyaas ont fait pression à tous niveaux pour qu'Elyaas obtienne le statut de réfugié. Le ministère de l'Intérieur a finalement accepté de réexaminer son dossier, à la demande notamment de plusieurs parlementaires.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes, membres de la FIJ, se félicitent de ce dénouement, qui a néanmoins nécessité une obstination de tous les instants d'Elyaas Ehsas.

Nous espérons qu'il pourra bâtir son avenir professionnel en France. Mais nous n'oublions pas pour autant le sort de nos consœurs et confrères afghans. Celles et ceux qui ont dû s'exiler en France doivent bénéficier de l'asile politique. Et avec la FIJ, nous demandons instamment aux autorités françaises d'accueillir les journalistes qui, traqués au quotidien par les talibans - tout particulièrement nos consœurs - aspirent à quitter en urgence l'Afghanistan. Leur vie en dépend.

Paris, le 3 février 2022.